

Journée de l'industrie Swissmem du 23 juin 2022, THE HALL, Dübendorf / exposé de Martin Hirzel

« Sécurité et résilience pour l'industrie et la société »

Mesdames, Messieurs,

La deuxième partie de la Journée de l'industrie est consacrée aux entreprises. À l'époque de la numérisation, les entreprises industrielles sont fortement menacées par la cybercriminalité. Tant les cyberattaques que les attaques physiques représentent une menace permanente. De telles attaques peuvent avoir des origines les plus diverses. Souvent, elles sont l'œuvre de personnes criminelles qui tentent d'extorquer de l'argent. Mais ces attaques ont également pour objectif d'acquérir illégalement un savoir-faire technologique. Elles peuvent également faire partie d'une opération militaire clandestine dans le cadre d'une « guerre plus ou moins chaude ». Ces attaques ne visent pas seulement les infrastructures clés, mais souvent aussi les fournisseurs et les PME.

Les genres d'attaques les plus fréquents sont les stratégies de fraude telles que l'ingénierie sociale, la fraude liée au CEO et l'hameçonnage. Mais les attaques réalisées avec un ransomware et l'intrusion dans des composants de logiciels en s'infiltrant par les points faibles sont également à l'ordre du jour. S'ajoutent à cela les attaques physiques, comme le chantage ou le vol.

Avant la pause, nous vous avons demandé combien d'entreprises parmi celles affiliées à Swissmem avaient été touchées par des attaques au cours des deux dernières années. Voici vos réponses.

((Ergebnis Frage 2 einblenden))

Swissmem a voulu en avoir le cœur net et a réalisé une étude en collaboration avec l'Institut de droit pénal et de criminologie de l'Université de Berne. L'enquête s'est basée sur le recensement des 1 200 entreprises membres de Swissmem. 271 entreprises ont rempli le questionnaire. J'ai été surpris par les réponses de nos membres. Au cours des deux dernières années, 70% des entreprises ont indiqué avoir été la cible d'au moins une attaque. Certaines entreprises ont même été attaquées plus de 20 fois.

((Slide mit Grafik zu den fünf meistgenannten Attacken))

Avec 54%, la fraude liée au CEO a été le genre d'attaque le plus fréquent. Dans ce contexte, les criminels tentent d'obtenir des transferts d'argent en utilisant une fausse identité. Près de 40% des personnes interrogées indiquent avoir été victimes d'attaques par hameçonnage. Ce genre d'attaque a pour objectif d'acquérir illégalement des données précieuses. Un membre de Swissmem sur cinq a été victime de logiciels malveillants tels que des virus, des vers et des chevaux de Troie, ainsi que d'attaques sous forme de piraterie informatique. Une entreprise sur six a été concernée par une attaque d'ingénierie sociale. Il s'agit là d'une méthode qui permet d'espionner les collaborateurs de manière ciblée afin d'obtenir des informations confidentielles.

Plus d'un cinquième des entreprises concernées supposent qu'elles ont été attaquées de manière ciblée. La majorité des entreprises attaquées pensent toutefois qu'elles ont été touchées par hasard.

Qu'il s'agisse d'attaques ciblées ou effectuées par hasard : de telles attaques peuvent avoir de graves conséquences. La bonne nouvelle de notre enquête est que les entreprises industrielles ne se sont pas

laissé faire sans réagir. Elles sont toutes conscientes de la menace qui pèse sur eux. En moyenne, les entreprises membres de Swissmem utilisent 25 mesures de protection et d'intervention.

((Einblenden Grafik 14 aus dem Auswertungsbericht))

Grâce à ces mesures de prévention, 82% des attaques n'ont pas eu de conséquences ou ont pu être résolues à court terme. Souvent, ces incidents ont augmenté la sensibilisation des collaborateurs et de la direction, ce qui a permis d'élever encore le niveau de protection. Toutefois : pour une entreprise sur six, l'attaque a entraîné des restrictions opérationnelles considérables. Ce sont notamment les attaques du domaine de la cybercriminalité, qui peuvent avoir des conséquences très graves et coûteuses. Pour pratiquement un cinquième des entreprises interrogées, les attaques ont causé des dommages allant de 100 000 à un million de francs. Selon l'entreprise, un tel montant peut menacer son existence.

Ce sont surtout les mesures de défense et d'information immédiates, les conseils externes, les investissements dans les mesures de sécurité et les assurances spécifiques qui sont coûteux. Mais les interruptions de service et la restauration des données ou de l'infrastructure informatique coûtent également beaucoup d'argent.

Numérisation ou cybersécurité

Face à ce scénario, de nombreuses entreprises industrielles se voient confrontées à un conflit d'objectifs. D'une part, nous sommes appelés à investir dans la numérisation des processus, produits et services de l'entreprise. Cela nécessite une mise en réseau de plus en plus forte des systèmes, parfois même au-delà de l'entreprise. D'autre part, la protection de ces mêmes systèmes exige de procéder avec prudence lors de la mise en réseau. L'initiative « Industrie 2025 » peut aider à résoudre ce conflit d'objectifs. L'initiative est parrainée par les associations Swissmem, asut et SwissTnet et s'est fixée pour objectif de faire avancer la transformation numérique sur la place industrielle suisse. Une offre spéciale appelée « Security 2025 » est proposée aux entreprises industrielles. Des experts aident en particulier les PME à aborder les thèmes de la sécurité de manière appliquée et pratique. Si vous souhaitez en savoir plus, vous avez l'occasion de rencontrer ces experts au stand situé derrière la tribune.

Je tire la conclusion suivante de notre enquête : les entreprises industrielles doivent s'attendre à des attaques à tout moment. Et cela peut toucher chaque entreprise, quelle que soit sa taille. Le potentiel de dommages est énorme et peut, dans les cas extrêmes, mettre en péril l'existence même d'une entreprise. Chaque entreprise doit toujours être préparée au niveau technologique et organisationnel afin de pouvoir contrer de telles attaques. Cela fait partie du quotidien de l'entreprise, au même titre que le paiement des factures.

Pour moi, il est positif de constater que notre branche est très consciente de ce genre de risques. Cela vaut aussi bien pour les grandes entreprises que pour les PME. Le thème de la sécurité préoccupe pratiquement toutes les entreprises et elles mettent en œuvre des mesures ciblées. Il s'agit cependant de ne jamais relâcher l'attention. La sécurité est un processus dynamique. Et la sécurité, Mesdames et Messieurs, est l'affaire du chef !

Sécurité pour la Suisse, sécurité pour l'industrie

Permettez-moi de revenir, dans la deuxième partie de mon exposé, sur la guerre en Ukraine et sur le thème de la sécurité en général. Pour moi, l'attaque de la Russie contre l'Ukraine constitue un tournant.

Elle détruit l'espoir d'une paix durable en Europe, qui s'était instauré après la chute du mur de Berlin il y a 30 ans. Swissmem a réagi immédiatement après l'invasion de la Russie et a entièrement soutenu les sanctions de la Suisse. Ceci est encore le cas aujourd'hui, même si elles occasionnent pour notre industrie une interdiction d'exportation et de commerce des biens et services à large échelle.

On ne peut qu'imaginer les conséquences de cette guerre sur la géopolitique et l'économie mondiale. La césure pourrait être encore bien plus grave. Cela exige que nous réévaluions la situation : cela fait des années que nous constatons un retour au protectionnisme, au nationalisme et au militarisme dans différents États. Au niveau international, la loi du plus fort prend de plus en plus le dessus sur le modèle de coopération, qui repose sur des droits exigibles à l'échelle internationale. La fragilité de nombreuses organisations internationales, comme l'OMC, est symptomatique de cette évolution. Pour les petits États comme la Suisse, cette situation est particulièrement compliquée. Nous ne disposons pas des moyens militaires ou de la puissance politique pour défendre seuls nos intérêts.

De plus, la guerre ainsi que la rivalité entre l'Occident et la Chine risquent de contrarier la mondialisation. Ce sont de bien mauvais scénarios aussi bien pour les pays riches que pour les pays pauvres. La critique souvent indifférenciée de la mondialisation prononcée par plusieurs ONG dissimule le fait que non seulement l'Occident a profité de la mondialisation, mais aussi que la mondialisation est le programme le plus performant de tous les temps pour lutter contre la pauvreté. Depuis que les pays asiatiques ont été intégrés dans les chaînes d'approvisionnement mondiales à partir de 1990, il a été possible de sortir 1,3 milliard de personnes de l'extrême pauvreté. L'économie a trop tardé à relater le succès que représente la mondialisation : grâce aux chaînes d'approvisionnement mondiales, des emplois ont été créés dans les pays émergents. Dans de nombreuses régions, les gens ont pour la première fois bénéficié d'une formation, de soins de santé et d'une perspective d'avenir.

Mesdames, Messieurs, tous ces acquis sont actuellement menacés. Et la guerre en Ukraine accélère la tendance de vouloir miser sur la politique de puissance plutôt que sur la coopération. De plus, elle risque de provoquer des famines massives, par exemple en Afrique. Si l'on ajoute à cela un possible recul de la mondialisation, des centaines de millions de personnes pourraient à nouveau être poussées vers la pauvreté et perdre leurs perspectives. L'histoire nous a appris qu'un appauvrissement croissant favorise le populisme, le nationalisme et l'extrémisme. Tout cela diminue la sécurité dans le monde entier. Et la Suisse n'en est pas épargnée.

Il semble que de nos jours la formule « le changement par le commerce » n'a plus beaucoup de crédit. Et pourtant, nous constatons actuellement en direct que la déglobalisation n'est pas une bonne alternative ! Bien entendu, le changement souhaité ne se produit pas uniquement grâce au commerce. La mondialisation va également changer de visage. C'est précisément dans les chaînes d'approvisionnement que l'importance de la résilience, c'est-à-dire le renforcement par une base plus large de fournisseurs et de voies de transport, augmentera. Toutefois, il faut continuer à intégrer le plus grand nombre d'États possible dans le système mondial de création de valeur. Cela favorise la classe moyenne dans le monde entier, ce qui a un effet positif sur la stabilité politique et le maintien de la paix. Ceci est dans l'intérêt non seulement de la Suisse, mais de tous les pays du monde. Car sans coopération internationale et sans un ordre de paix stable, il sera impossible de venir à bout de la pauvreté dans le monde. Et sans coopération internationale, nous ne progresserons pas non plus sur d'autres défis urgents, notamment l'approvisionnement énergétique ou la protection du climat.

Quel est le rapport avec l'industrie suisse ? Ce rapport est considérable ! L'industrie MEM suisse exporte 80% de ses biens et prestations de services. En Suisse, les entreprises MEM occupent plus de

320 000 personnes. De plus, ces entreprises offrent des emplois à 560 000 personnes dans le monde entier. L'industrie suisse est un modèle de mondialisation. Mais sans accès aux marchés mondiaux, l'industrie en Suisse disparaîtra, car le marché intérieur est tout simplement trop petit. S'ajoute à cela un aspect important qui passe généralement inaperçu dans le débat actuel sur les valeurs et le système. Cela fait de nombreuses années que nous employons des collaborateurs à l'étranger. Beaucoup d'entre eux sont venus en Suisse. Ils connaissent notre culture et apprécient notre pays. Ils sont ainsi les meilleurs ambassadeurs de nos valeurs dans les pays émergents.

Je le répète donc clairement : les réseaux internationaux et économiques sont favorables. La pandémie vient de nous le démontrer de manière éclatante. Pendant cette crise, les entreprises suisses des secteurs pharmaceutique, Medtech et MEM étaient indispensables à l'UE. Cela nous amène à la conclusion que les entreprises technologiques leaders, engagées dans la recherche, le développent et qui produisent en Suisse tout en proposant leurs produits dans le monde entier, constituent la meilleure police d'assurance pour notre pays. Il faut aussi savoir que les états qui entretiennent des relations économiques intenses ne se combattent pas. La guerre en Ukraine confirme cette thèse. En 2020, l'Ukraine ne représentait plus qu'un peu plus de 1% des exportations de la Russie. Elle était donc insignifiante pour la Russie en tant que marché d'exportation.

À mes yeux, il est grand temps que la Suisse s'engage à nouveau davantage en faveur d'un système international fondé sur le droit international, le multilatéralisme, la coopération et le commerce. Car si nous ne parvenons pas à arrêter les évolutions négatives, la Suisse fera partie des grands perdants au niveau mondial. Il faut absolument réformer de nombreuses organisations multilatérales, comme l'OMC. Et les réformes demandent du temps et de la patience. Mais c'est justement dans ce contexte que des opportunités s'ouvrent à la Suisse. Nous sommes capables de proposer des solutions innovantes sans être soupçonnés de pratiquer une politique basée sur le pouvoir. Nous pouvons ainsi contribuer à la résolution des problèmes à l'échelle mondiale.

La Suisse a les moyens et doit s'impliquer dans ce domaine. Il est bien plus judicieux pour notre sécurité de consacrer toute notre énergie de politique étrangère à ces réformes que de prendre nos propres sanctions ou de mettre en doute le sens des accords de libre-échange. Grâce à une diplomatie active, à un multilatéralisme ciblé et à une neutralité coopérative - à l'image des nouvelles approches de notre ministre des affaires étrangères Ignazio Cassis, qui me semblent pertinentes - la Suisse peut contribuer à la réforme des organisations internationales. Il en va de même pour nos entreprises, qui assurent la prospérité et l'ancrage des valeurs libérales dans le monde entier. Ce n'est qu'ensemble que nous pourrions assurer la paix et la stabilité et relever les défis de notre temps. Finalement, ce n'est qu'ainsi que nous pourrions aussi renforcer la sécurité de la Suisse.

Je vous remercie de votre attention.

Dübendorf, le 23 juin 2022

Pour de plus amples renseignements :

Swissmem Communication
Pfungstweidstrasse 102
Case postale

CH-8037 Zurich
Tél. 044 / 384 41 11
E-mail : presse@swissmem.ch